



## Un vrai chambardement !

La Direction a reçu, hier après-midi, les organisations syndicales lors d'une réunion informelle. La directrice nous a informés que, pour pallier les vacances continues d'emplois sur le bloc professionnel du CFiP de Garges, les SIE et le PCE de Garges seront transférés à St Leu. Par ricochet et pour les libérer des locaux au CFiP de ST Leu, les brigades de vérifications (BDV) déménageront au Montaigne dont le bail sera prolongé. Y seront donc installées toutes les BDV (Béloise et St Leu), la BCR ...ainsi que la BCRP et la BCSP d'Ermont ! Et ce n'est pas terminé puisqu'un Service Départemental d'Enregistrement sera également créé à Ermont !

En résumé :

- 1- Déménagement des BDV et de la BCR du Béloise au bâtiment Le Montaigne**
- 2- Déménagements des BDV de St-Leu sur Cergy (bâtiment Le Montaigne)**
- 3- Déménagement de la BCSP et de la BCRP d'Ermont sur Cergy (bâtiment Le Montaigne)**
- 4- Déménagements des SIE et PCE de Garges sur Saint-Leu**

Ces transferts d'emplois seront transcrits au Tagerfip avec un effet au 1<sup>er</sup> septembre 2018 même si les déménagements n'auront probablement pas lieu à cette date. Par conséquent, les agents concernés (100 environ) devront participer à la prochaine campagne de mutation nationale ou locale.

Sur la forme, les représentants du personnel de la CGT sont abasourdis par le timing de la direction puisqu'un Comité Technique Local a eu lieu mardi avec à l'ordre du jour, les conditions de vie au travail...et les restructurations ! Rien n'avait été annoncé. Nous avons bien sûr demandé à la directrice les raisons de ce silence. Elle nous a répondu qu'elle ne pouvait pas nous en informer tant qu'elle n'avait pas reçu l'aval de la DG ...qui est arrivé mercredi. Nous ne sommes cependant pas dupes : cette culture du secret permet à la direction de se prémunir de la réaction des agents.

Sur le fond, ce qui est annoncé correspond à la mise en place concrète des préconisations de [l'IFRAP : 100 SIE et 100 SIP sur tout le territoire](#) (on n'y est pas encore, mais on y court) :

- nous n'avions jamais vu autant de restructurations ces dernières années (fermetures de 11 trésoreries, réorganisations de services...), mais aujourd'hui, la direction annonce un projet 2018 plus vaste encore, et qui préfigure qu'elle ne s'arrêtera pas là en 2019,
- aucun service n'est garanti de son avenir : ni les trésoreries de l'Est du département (le CFiP de Garges n'est composé que de 2 SIP dont un n'est pas comptable...), ni les autres,
- ces réorganisations donnent du corps à la rumeur dont nous avons parlé au CTL et que la directrice n'a pas pris la peine de nier clairement : le transfert à terme (2019 ?) du SIE d'Ermont vers Saint Leu et du SIP de St Leu vers Ermont.

Certains collègues de Garges seront peut-être satisfaits de quitter leur service qui est en sous-effectif. Mais attention, aucune création d'emplois n'est annoncée, donc les trous dans les effectifs existeront toujours, et s'aggraveront (-17 emplois dans le 95 annoncés pour 2018). Seule différence avant/après ces regroupements : les sous-effectifs seront répartis différemment entre les services du 95. Cela ne résout rien ! La directrice nous a même affirmé que le transfert des SIE et du PCE de Garges à St Leu permettrait de réduire les vacances d'emplois et par conséquent, les risques psycho-

sociaux (RPS). Il faut rappeler que les cellules CSP et les FI du 95 ont été transférées à Ermont ...il y 3 ans ! Pour la réduction des RPS, on repassera !

Concernant les collègues qui vont perdre leur mission sur le site où ils travaillent (Enregistrement de Cergy, BCSP et BCRP d'Ermont, Brigades de Saint Leu, et même sur Garges, il y a des collègues qui souhaitent garder leur mission), c'est un vrai chambardement ! Ces collègues, sauf s'ils choisissent de suivre leur mission, seront maintenus sur leur site dans un autre service, et cela sans priorité lors des mutations nationales et/ou locales.

Ces regroupements de services sont le fruit pourri des centaines de suppressions d'emplois dans le 95 (environ 400 en 10 ans) et des dizaines de milliers d'emploi à la DGFIP, ainsi que de la volonté des décideurs de toujours réduire les dépenses publiques utiles à la population. La taille des services va augmenter et leur nombre va baisser, cela a pour conséquence de continuer à augmenter la productivité de chaque agent au détriment de sa santé et d'aggraver l'éloignement du service public dans les communes concernées. Comme pour les réorganisations précédentes, ce sont les agents et les usagers qui vont payer et le patronat va récolter l'argent qui sera économisé sous la forme de tous les cadeaux qui lui sont concédés très régulièrement par les gouvernements. Ça suffit ! La direction ne fait aucun dialogue social, elle est sourde et elle déroule son rouleau compresseur de réformes. Elle n'en a jamais assez. **Seule la mobilisation des agents pourrait mettre un stop à ces réorganisations !**

*La CGT organisera des HMI dans les plus brefs délais dans les services concernés pour venir en discuter avec vous.*